

ADOCIA



innovative medicine
for everyone, everywhere

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2016

Société anonyme au capital de 684 706,3 euros

Siège social : 115 avenue Lacassagne
69003 Lyon, France
487 647 737 RCS Lyon

SOMMAIRE

I.	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
II.	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE – EXERCICE CLOS AU 30 JUIN 2016	4
A.	Faits marquant du 1er semestre 2016	5
B.	Evènements postérieurs au 30 juin 2016	5
C.	Produits opérationnels	5
D.	Charges opérationnelles	6
E.	Eléments de bilan	8
F.	Risques et incertitudes concernant l'activité du groupe pour le deuxième semestre de l'exercice	8
G.	Relations avec les parties liées	8
III.	COMPTES CONSOLIDES CONDENSES SEMESTRIELS	9
A.	Bilan consolidé, IFRS	9
B.	compte de résultat consolidé, ifrs	10
C.	Variation des capitaux propres, IFRS	11
D.	Tableau de flux de trésorerie consolidé, IFRS	12
1.	Présentation de l'activité et des évènements majeurs	14
2.	Méthodes comptables et principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés condensés semestriels.	14
3.	Faits marquants	16
4.	Compléments d'information relatifs à certaines rubriques du bilan et du compte de résultat	17
5.	Parties liées et rémunération des mandataires sociaux	33
6.	Engagements hors bilan	33
IV.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE	35

I. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé arrêtés au 30 juin 2016 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation d'Adocia , et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Gérard Soula

Président directeur général d'Adocia

II. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE – EXERCICE CLOS AU 30 JUIN 2016

Le tableau ci-après résume les comptes semestriels consolidés condensés établis pour les périodes de 6 mois se terminant le 30 juin 2016 et le 30 juin 2015 :

En milliers d'euros - normes IFRS	30/06/2016	30/06/2015
Chiffre d'affaires	11 934	12 709
Subvention, crédit d'impôt recherche, et autres produits	3 961	3 965
Produits opérationnels	15 895	16 674
Charges opérationnelles	(20 063)	(11 858)
Résultat opérationnel (perte)	(4 168)	4 815
Résultat financier net	41	1 904
Résultat net (perte)	(4 181)	6 719

Les résultats de la Société au 30 juin 2016 se caractérisent par les principaux éléments suivants:

- **Une situation financière solide** : la Société affiche une situation de trésorerie au 30 juin 2016 de près de 61 millions d'euros à comparer avec un montant de 72,1 millions d'euros au 1er janvier 2016.
La consommation de trésorerie nette nécessaire au financement des opérations d'exploitation du premier semestre 2016 s'élève à 10,6 millions d'euros, comparé à 7,1 millions d'euros sur les six premiers mois de l'année 2015. Cette augmentation reflète l'avancée des projets et les développements cliniques conduits sur la période ainsi que l'augmentation des effectifs pour accompagner le développement des projets et la croissance de la Société.
Au cours du premier semestre, la Société a finalisé l'acquisition du bâtiment où se situent son siège social et son centre de recherche qui a été financée par emprunt bancaire. Au 30 juin 2016, les dettes financières s'élèvent ainsi à 6,3 millions d'euros, comparé à 0,8 million en début d'année.
- **Les produits opérationnels** de 15,9 millions d'euros à fin juin 2016 proviennent essentiellement de l'accord de collaboration et de recherche signé avec Eli Lilly (11,9 millions d'euros) et du Crédit d'Impôt Recherche (3,8 millions d'euros).
- **Les charges opérationnelles** de 20,1 millions d'euros sont consacrées à plus de 81% aux activités de recherche et développement. Comparée à l'an dernier, l'augmentation des dépenses de +70% soit 8,2 millions d'euros, provient d'une part de la forte activité clinique menée sur les six premiers mois de l'année (+3,8 millions d'euros) et, d'autre part, de l'accroissement des effectifs (+27,8 ETP Equivalent Temps Plein, soit 33% d'augmentation). Les dépenses de personnel du premier semestre 2016 sont également impactées à hauteur de 2 millions d'euros (sans effet sur la trésorerie) par la politique d'intéressement en actions mise en place en fin d'année dernière au profit de l'ensemble du personnel (à l'occasion des 10 ans d'Adocia).
- Après prise en compte du résultat financier, le résultat net de la Société ressort en perte de 4,2 millions d'euros, pour un profit de 6,7 millions d'euros à fin juin 2015.

A. FAITS MARQUANT DU 1ER SEMESTRE 2016

Ce premier semestre a été marqué par la publication de résultats positifs sur 3 études cliniques lancées en 2015 et menées dans le cadre du partenariat avec Lilly :

- Etude de phase 1b sur l'administration répétée d'insuline ultra-rapide BioChaperone Lispro chez des patients diabétiques de type 1,
- Etude de phase 1b sur l'administration répétée de BioChaperone Lispro chez des patients diabétiques de type 2,
- Etude de phase 1 chez des sujets sains japonais,

Les résultats de phase 1b lancée en 2015 et réalisée chez des patients diabétiques de type 1 utilisant des pompes, sont attendus sur le quatrième trimestre 2016.

La Société a poursuivi le développement clinique des projets développés en fonds propres :

- BioChaperone Combo, la combinaison unique de l'insuline lente glargine et de l'insuline rapide lispro, avec la préparation d'une étude clinique qui devrait être lancée au troisième trimestre,
- BioChaperone insuline humaine, HinsBet, avec le lancement d'une étude clinique de phase 1b et pour laquelle les résultats sont attendus sur le troisième trimestre,
- BioChaperone PDGF-BB, projet sur la cicatrisation de l'ulcère du pied diabétique, qui fait l'objet d'une étude clinique de phase 3 en Inde pour laquelle les premiers résultats sont attendus sur le troisième trimestre.

Ce premier semestre 2016 a également été marqué par la décision stratégique de renforcer l'engagement de la Société dans le diabète, marché en forte croissance pour lequel de nouvelles opportunités se présentent, avec des besoins de traitement plus adaptés aux besoins des patients, l'émergence de nouvelles thérapies et le développement des combinaisons. Suite à la nouvelle orientation stratégique, Adocia a annoncé le lancement d'un nouveau projet (BioChaperone Glucagon) et l'arrêt des programmes sans lien avec le diabète (anticorps monoclonaux et Driveln).

Enfin, au cours des premiers mois de l'année 2016, la Société a eu l'opportunité de pérenniser son implantation sur le site qu'elle occupe depuis sa création. Elle a ainsi acquis cet ensemble immobilier de 7 120m² dans le centre de Lyon, pour un montant de 5,2 millions d'euros, qui a été financé par emprunt bancaire.

B. EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2016

Néant.

C. PRODUITS OPERATIONNELS

Le tableau suivant présente le détail des produits opérationnels pour chacune des périodes :

En milliers d'euros - normes IFRS	30/06/2016	30/06/2015
Contrats de recherche et collaboration	6 560	7 334
Revenus de licence	5 375	5 375
Chiffre d'affaires (a)	11 934	12 709
Subvention, financements publics et crédit d'impôt recherche et autres (b)	3 961	3 965
Produits opérationnels (a) + (b)	15 895	16 674

Les produits opérationnels proviennent principalement des accords de collaboration et de licence et du financement public des dépenses de recherche et de développement. Au 30 juin 2016, ils s'élevaient à 15,9 millions d'euros comparé à 16,7 millions d'euros l'an dernier sur la même période.

Le chiffre d'affaires d'un montant de 11,9 millions d'euros au 30 juin 2016 résulte essentiellement du contrat de collaboration et de licence signé avec Lilly fin 2014 et comprend:

- les revenus au titre du contrat de recherche et collaboration à hauteur de 6,6 millions d'euros, reflétant la prise en charge par Lilly de l'ensemble des dépenses internes et externes engagés par Adocia dans le cadre du développement du projet développé en partenariat. Ce montant, en légère baisse comparé à l'an dernier, traduit la forte activité menée dans le cadre du partenariat.
- les revenus de licence à hauteur de 5,4 millions d'euros correspondant à l'amortissement du paiement initial reçu lors de signature du contrat avec Eli Lilly en décembre 2014. En normes IFRS, ce montant de 4,8 millions d'euros (50 millions de dollars) est amorti linéairement sur la durée du développement prévue lors de la signature du contrat.

Les autres produits opérationnels sont constitués du Crédit d'Impôt Recherche qui s'élève 3,9 millions d'euros à fin juin 2016, comparé à 2,9 millions d'euros au premier semestre 2015. L'accroissement de plus de 30% est en ligne avec le montant des dépenses enregistrées sur ce semestre pour soutenir le développement des projets. Par ailleurs, suite à son acquisition immobilière, la Société refacture désormais des loyers aux trois sociétés locataires du bâtiment. A fin juin 2016, ces produits s'élevaient à 0,1 million d'euros.

Enfin, l'an dernier, la Société avait obtenu de Bpifrance le constat de l'échec partiel sur le projet de reconstruction osseuse (ostéoporose) conduisant à la reconnaissance d'une subvention de 1,05 million d'euros dans les comptes à fin juin 2015 (le solde de 0,5 million d'euros ayant été remboursé au 30 septembre 2015).

D. CHARGES OPERATIONNELLES

Les charges opérationnelles consolidées du premier semestre 2016 s'élevaient à 20,1 millions d'euros comparé à 11,9 millions d'euros sur la même période l'an dernier, soit une augmentation de +70% (8,2 millions d'euros).

Ces charges sont présentées par destination et par nature ci-dessous.

Charges opérationnelles par destination :

En milliers d'euros - normes IFRS	30/06/2016	30/06/2015
Dépenses de recherche et développement	(16 356)	(9 492)
Frais administratifs et généraux	(3 707)	(2 366)
Charges opérationnelles	(20 063)	(11 858)

Sur les 6 premiers mois de l'année, **les frais de recherche et développement** représentent plus de 81% des charges opérationnelles (pour 80% sur le premier semestre 2015). Ils comprennent principalement les frais du personnel affecté à la recherche et développement, les coûts de sous-traitance (dont les études cliniques et précliniques) et les coûts de propriété intellectuelle.

L'augmentation des dépenses provient à hauteur de 3,8 millions d'euros du poste dépenses cliniques, reflétant le fort niveau d'activité de 2016, et à hauteur de 2,8 millions d'euros, du poste dépenses de personnel (y compris paiements en action), suite à l'accroissement des effectifs.

Les frais administratifs et généraux comprennent essentiellement les frais du personnel non affecté à la recherche et développement (y compris paiement en actions), ainsi que les coûts des prestations de service se rapportant à la gestion et au développement des affaires commerciales de la Société et de sa filiale aux Etats-Unis.

Charges opérationnelles par nature :

En milliers d'euros - normes IFRS	30/06/2016	30/06/2015
Achats consommés	(755)	(663)
Charges de personnel	(8 440)	(4 172)
Charges externes	(10 423)	(6 832)
Impôts et taxes	(138)	(25)
Dotations aux amortissements et provisions	(307)	(166)
Charges opérationnelles	(20 063)	(11 858)

Les dépenses externes représentent le premier poste de dépenses avec près de 52% du total des charges opérationnelles. Elles s'élèvent à 10,4 millions d'euros en 2016 comparé à 6,8 millions sur la même période en 2015. L'accélération des développements cliniques et préclinique explique cette progression et traduit l'avancée de notre portefeuille.

Les charges de personnel représentent le deuxième poste significatif de dépenses avec 42% du total des charges opérationnelles.

L'augmentation de 4,2 millions d'euros à 8,4 millions d'euros reflète d'une part l'accroissement des effectifs et, d'autre part, la politique d'intéressement en actions mise en place au profit de l'ensemble du personnel en fin d'année dernière. En normes IFRS, les paiements fondés sur les actions sont comptabilisés à la juste valeur des instruments de capitaux attribués et représentent un montant de 2,1 millions d'euros au 30 juin 2016 (comparé à 0,3 millions d'euros au 30 juin 2015).

Retraitées de ces éléments sans impact sur les comptes sociaux ni sur la trésorerie de la Société, les charges de personnel s'élevaient à 6,3 millions d'euros (comparé à 3,9 millions d'euros sur le premier semestre 2015) reflétant principalement la croissance des effectifs de 33% entre les deux périodes.

E. ELEMENTS DE BILAN

<i>En milliers d'euros - normes IFRS</i>	30/06/2016	31/12/2015
Trésorerie et équivalent de trésorerie	60 899	72 062
Total actif	86 668	88 095
Capitaux propres	44 564	47 052
Dettes financières	6 260	838

Au 30 juin 2016, le montant de la trésorerie et équivalents trésorerie détenus par la Société s'élève à 60,9 millions d'euros contre 72,1 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les capitaux propres consolidés passent de 47,1 millions d'euros à fin décembre 2015 à 44,6 millions d'euros à fin juin 2016, résultant principalement de l'affectation du résultat déficitaire à fin juin 2016.

Les dettes financières, d'un montant de 6,3 millions d'euros à fin juin 2016, concernent principalement l'emprunt immobilier contracté pour financer l'acquisition et la rénovation du bâtiment dans lequel sont situés le siège social et le centre de recherche de la Société, à hauteur de 5,2 millions d'euros, ainsi que les avances remboursables reçues de l'agence française pour l'innovation (Bpifrance) sur le projet insuline.

F. RISQUES ET INCERTITUDES CONCERNANT L'ACTIVITE DU GROUPE POUR LE DEUXIEME SEMESTRE DE L'EXERCICE

Les facteurs de risques affectant la Société sont présentés au chapitre 4 du document de référence, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») et disponible sur le site internet de la Société : www.adocia.com.

Il n'y a pas de nouveau facteur de risque pour le premier semestre 2016.

G. RELATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les relations avec les parties liées au cours de la période sont présentées en Note de l'information financière semestrielle établie selon la norme IAS 34 ci-après (partie 5).

III. COMPTES CONSOLIDES CONDENSES SEMESTRIELS

A. BILAN CONSOLIDE, IFRS

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Stocks		49	23
Clients et comptes rattachés	4.4	4 224	5 150
Autres actifs courants	4.5	13 740	8 747
Trésorerie et équivalents de trésorerie		60 899	72 062
Total actif courant		78 912	85 983
Écarts d'acquisition			
Autres incorporelles incorporelles			
Terrains	4.2	1 637	0
Bâtiments et constructions	4.2	3 583	0
Matériel de laboratoire	4.2	1 090	812
Autres immobilisations corporelles	4.2	1 249	1 118
Actifs financiers		197	182
Actif non courant		7 756	2 112
Total actif		86 668	88 095
Dettes financières court terme	4.8	410	89
Autres passifs financiers courants		75	46
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.11	5 729	5 461
Autres passifs courants	4.11	15 108	14 811
Total passif courant		21 321	20 407
Dettes financières long terme	4.8	5 775	702
Provisions à long terme		1 550	1 095
Autres passifs non courants	4.10	13 458	18 839
Total passif non courant		20 783	20 636
Capital social		685	685
Prime d'émission		78 809	78 670
Écarts de conversion du groupe		0	2
Réserves – part du groupe		(30 749)	(44 858)
Résultat – part du groupe		(4 181)	12 553
Capitaux propres	4.7	44 564	47 052
Total passif		86 668	88 095

B. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE, IFRS

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	Notes	30/06/2016	30/06/2015
Chiffre d'affaires	4.13	11 934	12 709
Subvention, crédit d'impôt recherche, et autres	4.14	3 961	3 965
Produits opérationnels		15 895	16 674
Charges d'exploitation hors dotations et reprises	4.15	(19 756)	(11 692)
Dotations et reprises d'amortissements et provisions	4.17	(307)	(166)
Résultat opérationnel courant		(4 168)	4 815
Autres produits et charges opérationnels			
Résultat opérationnel		(4 168)	4 815
Produits financiers		390	2 199
Charges financières		(350)	(295)
Résultat financier	4.18	41	1 904
Résultat avant impôt		(4 128)	6 719
Charge d'impôt		(54)	0
Résultat net		(4 181)	6 719
Résultat net part du groupe		(4 181)	6 719
Résultat de base par action (€)	4.19	(0,6)	1,0
Résultat dilué par action (€)		(0,6)	1,0
Résultat net part du groupe		(4 181)	6 719
<i>Ecart actuariels sur IFC</i>		<i>(350)</i>	<i>0</i>
<i>Impôts différés</i>		<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :</i>		<i>(350)</i>	<i>0</i>
Résultat global de l'exercice		(4 532)	6 719

C. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES, IFRS

(montants en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Montants	Primes liées au capital	Réserves	Résultat	Autres éléments du résultat global (OCI)	Total capitaux propres
Solde au 31/12/2014	6 216 076	622	49 097	(26 571)	(20 715)	71	2 505
Résultat du premier semestre 2015					6 719		6 719
Gains et (pertes) actuariels sur avantages au personnel						0	0
Ecart de conversion							0
Résultat global de la période	0	0	0	0	6 719	0	6 719
Affectation du résultat 2014				(20 715)	20 715		0
Augmentation de capital	621 887	62	31 903				31 965
Frais d'augmentation de capital			(2 043)				(2 043)
Exercice des instruments de capitaux propres (BSA/BSPCE)	4 200	0	18				18
Paie ment fondé sur des actions					37		37
Contrat de liquidité			(37)	238			201
- neutralisation des actions propres							
Total des relations avec les actionnaires	626 087	63	29 841	(20 440)	20 715	0	30 178
Solde au 30/06/2015	6 842 163	684	78 938	(47 010)	6 719	71	39 402
Résultat du second semestre 2015					5 834		5 834
Gains et (pertes) actuariels sur avantages au personnel						(629)	(629)
Ecart de conversion							0
Résultat global de la période	0	0	0	0	5 834	(629)	5 205
Augmentation de capital	0	0	0				0
Frais d'augmentation de capital			(109)				(109)
Exercice des instruments de capitaux propres (BSA/BSPCE)	4 200	0	16				16
Paie ment fondé sur des actions					2 865		2 865
Contrat de liquidité			(175)	(154)			(328)
- neutralisation des actions propres							
Total des relations avec les actionnaires	4 200	0	(268)	2 712	0	0	2 444
Solde au 31/12/2015	6 846 363	685	78 670	(44 299)	12 553	(558)	47 052
Résultat de l'exercice 2016					(4 181)		(4 181)
Gains et (pertes) actuariels sur avantages au personnel						(350)	(350)
Ecart de conversion							0
Résultat global de la période	0	0	0	0	(4 181)	(350)	(4 532)
Affectation du résultat 2015				12 553	(12 553)		0
Augmentation de capital							0
Frais d'augmentation de capital							0
Exercice des instruments de capitaux propres (BSA/BSPCE)	700	0	4				4
Paie ment fondé sur des actions					2 024		2 024
Contrat de liquidité			135	(118)			17
- neutralisation des actions propres							
Autres							0
Total des relations avec les actionnaires	700	0	139	14 459	(12 553)	0	2 044
Solde au 30/06/2016	6 847 063	685	78 809	(29 840)	(4 181)	(909)	44 564

D. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE, IFRS

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	30/06/2016	30/06/2015
Résultat net	(4 181)	6 719
Dotation nette aux amortissements & provisions (hors actif circulant)	387	164
Plus ou moins value de cession d'actifs immobilisés	-	-
Charges et produits calculés	2 047	308
Abandon Bpifrance lié au constat d'échec	0	(1 050)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	(1 747)	6 142
Coût de l'endettement financier net		
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(1 747)	6 142
Impôts versés	0	(544)
Variation des produits constatés d'avance	(5 361)	(5 277)
Variation du BFR (y compris avantages au personnel)	(3 464)	(7 465)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(10 572)	(7 143)
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles	(6 000)	(521)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles	170	0
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(21)	(19)
Cession d'actifs financiers non courants	24	0
Autres flux liés aux opérations d'investissement	(0)	700
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(5 828)	160
Augmentation de capital	4	29 940
Nouveaux emprunts et avances remboursables	5 234	0
Remboursements d'emprunts et d'avances remboursables	0	0
Intérêts financiers nets versés	(2)	0
Autres flux liés aux opérations de financement	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	5 236	29 940
Variation de la trésorerie nette	(11 164)	22 957
Trésorerie d'ouverture	72 062	49 800
Trésorerie de clôture	60 899	72 757

Analyse détaillée du besoin de fond de roulement (BFR) :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Variation 2016/2015
Stocks	-26
Clients et comptes rattachés	926
Autres créances et avances	-3 974
Charges constatées d'avance / autres créances	-1 019
Provision - avantages au personnel	0
Fournisseurs et comptes rattachés	-331
Autres dettes	-297
Variation du BFR	(3 464)

Composantes de la trésorerie nette consolidée analysée par nature et rapprochement avec le bilan :

<i>En milliers d'euros normes IFRS</i>	30/06/2016	31/12/2015
Valeurs mobilières de placement (échéance < 3 mois)	9 080	10 108
Disponibilités	51 819	61 954
Trésorerie nette	60 899	72 062

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 30 JUIN 2016

Sauf indication contraire les montants mentionnés dans cette annexe sont en milliers d'euros.

1. PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET DES EVENEMENTS MAJEURS

1.1. INFORMATION RELATIVE A LA SOCIETE ET SON ACTIVITE

Adocia est une société biotechnologique spécialisée dans le développement de formulations innovantes de protéines thérapeutiques déjà approuvées. Elle bénéficie d'une expertise particulièrement forte dans le domaine des insulines. La plateforme technologique propriétaire BioChaperone® vise à améliorer l'efficacité des protéines thérapeutiques ainsi que leur facilité d'utilisation pour les patients.

Adocia est une société anonyme de droit français créée le 22 décembre 2005.

Depuis le 20 février 2012, la société est cotée sur NYSE Euronext (compartiment B).

La Société détient une filiale à 100% (Adocia Inc) créée en mars 2015 dont l'objectif est de représenter Adocia aux Etats-Unis.

Les états financiers semestriels condensés aux normes IFRS pour la période du 1er janvier au 30 juin 2016 sont présentés de manière consolidée pour Adocia et sa filiale (Adocia Inc), l'ensemble étant dénommé «la Société». Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 20 juillet 2016 et autorisés à la publication.

1.2. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

2. METHODES COMPTABLES ET PRINCIPES COMPTABLES RETENUS POUR L'ETABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDES CONDENSES SEMESTRIELS.

2.1. PRINCIPES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES

2.1.1. Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés condensés semestriels de la Société au titre de la période close le 30 juin 2016 sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'arrêt des comptes.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

Il intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Interpretations Committee – IFRIC).

2.1.2. Principes de préparation des états financiers

Suite à la création de la filiale Adocia Inc, en mars 2015, la société présente des états financiers consolidés. Les méthodes de consolidation et de conversion des comptes retenues sont précisées ci-dessous (Méthodes de consolidation).

Les états financiers consolidés condensés semestriels ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (Information financière intermédiaire sous forme résumée).

Ils ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Ceux-ci sont disponibles sur le site internet www.adocia.com.

2.1.3. Continuité d'exploitation

L'hypothèse de la continuité d'exploitation a été retenue compte tenu de la capacité financière de la Société (trésorerie disponible) au regard de ses besoins de financement des 12 prochains mois.

2.1.4. Principes et méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société dans les états financiers consolidés condensés semestriels sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Par ailleurs, les nouveaux textes applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 sont les suivants :

Normes, amendement de normes et interprétations applicables depuis le 1er janvier 2016 :

La Société a appliqué les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2016. Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes de la Société.

Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur pour les comptes semestriels 2016

- IFRS 9: Instruments financiers
- IFRS 14: Comptes de report réglementaires
- IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients
- IFRS 16: Contrats de location

La Société est actuellement en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes. Elle n'anticipe pas d'impact significatif sur ses états financiers.

2.1.5. Méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent, par intégration globale, les comptes de toutes les filiales dont Adocia détient directement ou indirectement le contrôle. Le contrôle est apprécié, conformément à IFRS10, sur la base de trois critères : le pouvoir, l'exposition aux rendements variables et le lien entre pouvoir et ces rendements.

En mars 2015, la Société a créé une filiale dénommée Adocia Inc. détenue à 100% et consolidée à fin juin 2016 par intégration globale.

L'entrée de la filiale Adocia Inc. dans le périmètre de consolidation est effective à la date de création. Ses produits et charges sont enregistrés dans le compte de résultat consolidé à compter de la date de création.

Toutes les transactions entre la filiale Adocia Inc. et la Société ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

2.1.6. Conversion des comptes de la filiale étrangère

Les états financiers de la Société sont établis en euro qui est la monnaie de présentation.

La méthode utilisée par la Société est celle du taux de clôture. Elle consiste ainsi à convertir les postes du bilan au taux de clôture et les éléments du résultat au taux moyen de l'exercice ; les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan d'ouverture que sur le résultat, sont portés dans les capitaux propres au poste « Ecart de conversion ».

2.2. UTILISATION DE JUGEMENTS ET D'ESTIMATION

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faites par la Direction de la Société ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations sont basées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers clos le 31 décembre 2015. Ces hypothèses relèvent notamment d'IFRS 2 (« paiement fondé sur des actions ») et IFRS 15 (« Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »), et sont explicitées dans les paragraphes suivants du document de référence resp. §2.15 et §2.21.

3. FAITS MARQUANTS

Ce premier semestre a été marqué par la publication de résultats positifs sur 3 études cliniques lancées en 2015 et menées dans le cadre du partenariat avec Lilly :

- Etude de phase 1b sur l'administration répétée d'insuline ultra-rapide BioChaperone Lispro chez des patients diabétiques de type 1,
- Etude de phase 1b sur l'administration répétée de BioChaperone Lispro chez des patients diabétiques de type 2,
- Etude de phase 1 chez des sujets sains japonais,

Les résultats de phase 1b lancée en 2015 et réalisée chez des patients diabétiques de type 1 utilisant des pompes, sont attendus sur le quatrième trimestre 2016.

La Société a poursuivi le développement clinique des projets développés en fonds propres :

- BioChaperone Combo, la combinaison unique de l'insuline lente glargine et de l'insuline rapide lispro, avec la préparation d'une étude clinique qui devrait être lancée au troisième trimestre,
- BioChaperone insuline humaine, HinsBet, avec le lancement d'une étude clinique de phase 1b et pour laquelle les résultats sont attendus sur le troisième trimestre,
- BioChaperone PDGF-BB, projet sur la cicatrisation de l'ulcère du pied diabétique, qui fait l'objet d'une étude clinique de phase 3 en Inde pour laquelle les premiers résultats sont attendus sur le troisième trimestre.

Ce premier semestre 2016 a également été marqué par la décision stratégique de renforcer l'engagement de la Société dans le diabète, marché en forte croissance pour lequel de nouvelles opportunités se présentent, avec des besoins de traitement plus adaptés aux besoins des patients, l'émergence de nouvelles thérapies et le développement des combinaisons. Suite à la nouvelle orientation stratégique, Adocia a annoncé le lancement d'un nouveau projet (BioChaperone Glucagon) et l'arrêt des programmes sans lien avec le diabète (anticorps monoclonaux et Driveln).

Enfin, au cours des premiers mois de l'année 2016, la Société a eu l'opportunité de pérenniser son implantation sur le site qu'elle occupe depuis sa création. Elle a ainsi acquis cet ensemble immobilier de 7 120m² dans le centre de Lyon, pour un montant de 5,2 millions d'euros, qui a été financé par emprunt bancaire.

4. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS A CERTAINES RUBRIQUES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

4.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés comprises dans le périmètre de consolidation :

Société	Pays	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Au 31 décembre 2015				
Adocia	France		MERE	
Adocia Inc.	Etats-Unis	IG *	100,00%	100,00% (*) Intégration globale
Sociétés	Adresse		N° d'identification	
Adocia	Société mère 115, avenue Lacassagne - 69003 Lyon, France		48764773700021	
Adocia Inc.	11 Biercliff Dove Canyon, CA 92679, Delaware - USA		47-3246163	

Adocia Inc.

Adocia Inc. est la filiale de représentation d'Adocia aux Etats-Unis. La société a été créée en mars 2015.

L'activité d'Adocia Inc, consiste à représenter et défendre les intérêts du Groupe aux Etats-Unis, notamment dans les domaines suivants :

- Relations avec les sociétés de l'industrie pharmaceutiques et des sociétés de biotechnologie locales dans le cadre d'une collaboration active ou en vue de la mise en œuvre de partenariats,
- Relations avec la communauté scientifique et les autorités réglementaires locales (experts scientifiques, FDA),
- Relations avec la communauté financière locale (investisseurs, banques, analystes...).

Un contrat annuel de prestations de services (« Services Agreement ») a été conclu entre Adocia et Adocia Inc, à partir de mars 2015. Ledit contrat prévoit la refacturation des coûts encourus par la Société dans le cadre de son activité, auquel s'ajoute une commission de 10%, permettant de couvrir les frais de fonctionnement de la filiale américaine.

L'impact lié cette société sur les comptes aux 30 juin 2016 s'élèvent à 0,8 M€. Ces charges correspondent aux dépenses de personnel des 2 salariés et à leurs frais de déplacement et de représentation.

4.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>Valeurs brutes (en milliers d'euros)</i>	Construction	Matériel de laboratoire	Agencements et installations	Mobilier, matériel de bureau	Total
Total valeur au 31 décembre 2015	0	2 329	1 410	819	4 559
Acquisitions	3 620	590	96	170	4 475
Cessions		(170)			(170)
Total valeur au 30 juin 2016	3 620	2 749	1 507	989	8 864

<i>Amortissements et dépréciations (en milliers d'euros)</i>	Construction	Matériel de laboratoire	Agencements et installations	Mobilier, matériel de bureau	Total
Total valeur au 31 décembre 2015	0	1 518	564	546	2 629
Dotations	36	141	57	79	313
Reprises / Sorties					
Total valeur au 30 juin 2016	36	1 659	621	625	2 942

<i>Valeurs nettes (en milliers d'euros)</i>	Construction	Matériel de laboratoire	Agencements et installations	Mobilier, matériel de bureau	Total
Total valeur au 31 décembre 2015		811	846	273	1 930
Total valeur au 30 juin 2016	3 583	1 090	885	364	5 922

En date du 24 avril 2016, la Société a signé un acte authentique de vente avec la Métropole de Lyon pour l'acquisition du bâtiment où sont situés ses locaux 115 avenue Lacassagne, 69003 Lyon. L'acquisition porte sur le bâtiment dénommé « Pépinière Lacassagne » d'une surface totale de 7.120 m², le terrain sur lequel se trouve le bâtiment ainsi que 43 emplacements de parkings. Le prix d'acquisition de l'ensemble a été fixé à 5,2 millions

d'euros frais d'enregistrements inclus, incluant une quote-part foncière de 1,6 million d'euros. La Société a financé cette acquisition par emprunt bancaire.

La Société a disposé de la jouissance du bien dès la signature de la promesse de vente, signée le 18 janvier 2016.

Au cours du premier semestre 2016, la Société a fait l'acquisition de matériels de laboratoire financés par cession bail pour 170 k€. A fin juin 2016, la Société possède ainsi des biens financés par crédit-bail dont la valeur totale d'acquisition est de 327 k€, financés sur 3 et 4 ans.

4.3. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX IMPOTS DIFFERES

Sur la base des mêmes règles que celles du 31 décembre 2015, la société n'a pas reconnu d'impôt différé actif au 30 juin 2016.

Pour rappel, le montant des déficits fiscaux reportable au 1er janvier 2016, s'élève à 41 millions d'euros. Ce report déficitaire n'est pas limité dans le temps.

4.4. CREANCES CLIENTS

<i>Créances clients (en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Valeur brute	4 224	5 150
Dépréciation		
Valeur nette totale	4 224	5 150

L'intégralité des créances clients est non échue. La créance au 30 juin 2016, correspond essentiellement à la facturation trimestrielle dans le cadre du contrat de collaboration avec Eli Lilly.

4.5. AUTRES ACTIFS COURANTS

<i>Autres actifs courants (en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Crédit d'impôt recherche	10 660	6 768
Créances de TVA	687	637
Fournisseurs débiteurs	233	330
Charges constatées d'avance	1 695	676
Carry-back	333	333
Divers	132	4
Total Autres Actifs Courants	13 740	8 747

L'intégralité des autres actifs courants a une échéance inférieure à un an.

Au 30 juin 2016, le solde des créances Crédit d'Impôt Recherche de l'exercice pour 10,7 millions d'euros, comprend la créance générée par les dépenses de l'année 2015 et dont la demande de remboursement sera

effectuée au second semestre 2016 à hauteur de 6,8 millions d'euros, ainsi que le Crédit d'Impôt Recherche estimé sur la base des coûts de recherche et développement encourus au premier semestre 2016.

Le Crédit d'impôt Recherche (CIR) au 30 juin 2016 est calculé sur la base des dépenses de recherche éligibles engagées à cette date.

Les charges constatées d'avance se rapportent à des dépenses courantes.

La créance de carry-back au 30 juin 2016 est née de l'imputation d'une partie du déficit fiscal de la Société au 31 décembre 2015 sur le résultat de l'exercice précédent, générant ainsi une créance d'impôt (carry-back) de 0,3 million d'euros.

Le poste divers comprend les créances sociales et autres créateurs divers.

4.6. CLASSEMENT ET JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS

Les seuls actifs financiers à la juste valeur sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, composés de FCP en euro, comptes à terme cotés sur un marché actif et compte rémunéré : ils constituent ainsi des actifs financiers à la juste valeur de niveau 1.

4.7. CAPITAUX PROPRES

Afin de faciliter la lecture entre les périodes, le nombre d'actions a été retraité pour tenir compte de la décision prise par l'Assemblée générale du 24 octobre 2011 de diviser par 10 la valeur nominale des actions composant le capital social et d'attribuer 10 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune pour une action d'une valeur nominale de 1 euro anciennement détenue.

4.7.1. Capital social

La Société a été créée le 22 décembre 2005.

	Nombre d'actions (*)	dont actions ordinaires	dont actions de préférence - catégorie A	dont actions de préférence - catégorie B	Nominal (Euros)
Au 1er janvier 2007	140 000			140 000	1 400 000
19/10/2007 - Augmentation de capital	93 339		93 339		933 390
20/12/2007 - Augmentation de capital	46 668		46 668		466 680
22/10/2009 - Réduction de valeur nominal					-2 520 063
22/10/2009 - Augmentation de capital	119 007		119 007		119 007
20/01/2010 - Emission d'actions gratuites	1 050	1 050			1 050
06/04/2010 - Augmentation de capital	5 424		5 424		5 424
06/06/2010 - Emission d'actions gratuites	140	140			140
18/06/2010 - Augmentation de capital	1 283		1 283		1 283
10/12/2010 - Augmentation de capital	37 630		37 630		37 630
04/03/2011 - Emission d'actions gratuites	1 050	1 050			1 050
17/06/2011 - Emission d'actions gratuites	140	140			140
24/10/2011 - Réduction de valeur nominal et augmentation nbre d'actions	4 011 579	21 420	2 730 159	1 260 000	0
15/12/2011 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
14/02/2012 - Emission d'actions IPO	1 592 798	1 592 798			159 280
14/02/2012 - Conversion des actions de préférence en actions ordinaires		4 433 510	-3 033 510	-1 400 000	0
07/03/2012 - Emission d'actions gratuites	10 500	10 500			1 050
17/03/2012 - Emission d'actions IPO	130 268	130 268			13 027
15/06/2012 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
19/12/2012 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
26/03/2013 - Emission d'actions gratuites	8 400	8 400			840
18/06/2013 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
13/12/2013 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
02/04/2014 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
07/12/2014 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
15/12/2014 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
12/02/2015 - Exercice de BSA	700	700			70
03/03/2015 - Exercice de BSPCE	700	700			70
27/03/2015 - Exercice de BSPCE	1 400	1 400			140
31/03/2015 - Augmentation capital via placement privé	621 887	621 887			62 189
31/03/2015 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
28/07/2015 - Exercice de BSPCE	2 800	2 800			280
16/12/2015 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
21/06/2016 - Exercice de BSPCE	700	700			70
Au 30 juin 2016	6 847 063	6 847 063			684 706

Le capital de l'intégralité des actions émises a été libéré. La société détient des actions propres dans le cadre de son contrat de liquidité. Suite à l'introduction en bourse, les actions de préférence ont été converties en actions ordinaires et les BSA Ratchet sont devenus caduques.

4.7.2. Bons de souscription d'actions

Des options sur actions ont été attribuées (i) à certains salariés et dirigeants sous formes de Bons de Souscription de parts d'Entreprise (« BSPCE ») (ii) à deux administrateurs indépendants du Conseil d'administration sous forme de Bons de Souscriptions d'Actions (« BSA ») et (iii) à des consultants scientifiques sous forme de Bons de Souscriptions d'Actions (« BSA »).

Les principales caractéristiques liées aux bons de souscriptions d'actions et les principales hypothèses utilisées pour estimer la juste valeur de l'option sur la base du modèle Black & Sholes sont les suivantes :

<i>Situation au 30/06/2016</i>	BSPCE ₁₂₋₂₀₁₃ Plan N°1	BSPCE ₁₂₋₂₀₁₃ Plan N°2	BSA ₁₂₋₂₀₁₃
Bénéficiaires	salariés	salariés	administrateurs indépendants
Nombres de Bons émis	28 000	22 400	20 000
Nombre de Bons attribués	28 000	22 400	20 000
Nombres de Bons souscrits	28 000	22 400	20 000
Date de l'assemblée Générale		18/06/2013	
Date du conseil d'administration		13/12/2013	
Prix d'émission		gratuit	
Prix d'exercice	5,76 €	5,76 €	5,88 €
Date limite d'exercice des bons	13/12/2023	13/12/2023	13/12/2023
Point de départ d'exercice des options	1/4 : 1er janv 2014 1/4 : 1er janv 2015 1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2017	1/4 : 1er janv 2015 1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2017 1/4 : 1er janv 2018	13 333 au 1er janv 2014 3 333 au 1er janv 2015 3 333 au 1er janv 2016
Parité	1 Bon pour une action		
Rendement en dividende	néant		
Volatilité	67%		
Taux de rendement sans risque	2% (iBoxx Sovereign AA 7-10)		

<i>Situation au 30/06/2016</i>	BSPCE 2014 Plan N°1	BSPCE 2014 Plan N°2	BSPCE 2014 "Dirigeants"
Bénéficiaires	salariés	salariés	Salariés et Dirigeants
Nombres de Bons émis	14 000	5 600	100 000
Nombre de Bons attribués	14 000	5 600	100 000
Nombres de Bons souscrits	14 000	5 600	100 000
Date de l'assemblée Générale		24/06/2014	
Date du conseil d'administration		25/09/2014	
Prix d'émission		gratuit	
Prix d'exercice		34,99 €	
Date limite d'exercice des bons		25/09/2024	
Point de départ d'exercice des options	1/4 : 1er janv 2015 1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2018	1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2017 1/4 : 1er janv 2018 1/4 : 1er janv 2019	Vesting immédiat au 1er janv 2015, suite à la réalisation de conditions prévues au Plan
Parité	1 Bon pour une action		
Rendement en dividende	néant		
Volatilité	97%		
Taux de rendement sans risque	0,9% (iBoxx Sovereign AA 7-10)		

<i>situation au 30/06/2016</i>	SO 2015 Plan N°1	SO 2015 Plan N°2	BSPCE 2015 Dirigeants	Plan BSPCE 2016 Dirigeants
Bénéficiaires	salariés	salariés	Dirigeant	Dirigeant
Nombres de Bons émis	10 000	4 000	40 000	40 000
Nombre de Bons attribués	10 000	4 000	40 000	40 000
Nombres de Bons souscrits	10 000	4 000	40 000	40 000
Date de l'assemblée Générale	24/06/2014	12/11/2015	12/11/2015	12/11/2015
Date du conseil d'administration	31/03/2015	16/12/2015	16/12/2015	15/03/2016
Prix d'émission	gratuit	gratuit	gratuit	gratuit
Prix d'exercice	55,64 €	71,12 €	74,60 €	61,73 €
Date limite d'exercice des bons	31/03/2025	16/12/2025	16/12/2025	15/03/2026
Point de départ d'exercice des options	1/4 : 1er janv 2016 1/4 : 1er janv 2017 1/4 : 1er janv 2018 1/4 : 1er janv 2019	1/4 : 1er janv 2017 1/4 : 1er janv 2018 1/4 : 1er janv 2019 1/4 : 1er janv 2020	Vesting immédiat au 16 décembre 2015, suite à la réalisation de conditions prévues au Plan	Vesting immédiat, si réalisation des conditions de performance prévues au Plan
Parité	1 option pour une action	1 option pour une action	1 Bon pour une action	1 Bon pour une action
Rendement en dividende	néant	néant	néant	néant
Volatilité	74%	74%	74%	73%
Taux de rendement sans risque	1% (iBoxx Sovereign AA 7-10)	1% (iBoxx Sovereign AA 7-10)	1% (iBoxx Sovereign AA 7-10)	1% (iBoxx Sovereign AA 7-10)

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge de personnel sur la période d'acquisition des droits.

Attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE) du 15 mars 2016 :

Faisant usage de la délégation consentie lors de l'assemblée générale du 12 novembre 2015, le conseil d'administration du 15 mars 2016 a décidé l'émission de 40.000 « BSPCE 2016 Dirigeants » au bénéfice de Gérard Soula, président directeur général, donnant droit à la souscription de 40 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,10 euro.

L'acquisition des droits est assujettie à des conditions de présence et à des conditions de performance non liées à des conditions de marché (telles que la signature d'un nouvel accord de licence, la consolidation de la position de trésorerie, le passage d'une étape clé sur un projet...). La réalisation des conditions prévues au plan d'attribution sera constatée par le conseil d'administration en fin d'exercice 2016.

La période d'exercice est fixée à 10 ans.

4.7.3. Actions gratuites

Des actions gratuites ont été attribuées à certains salariés et dirigeants de la Société depuis 2008. Les mouvements sur les actions gratuites s'analysent comme suit :

<i>Date d'attribution</i>	23/01/2008	06/06/2008	15/12/2009	05/03/2010	07/12/2010	10/12/2015	16/12/2015	15/03/2016	TOTAL
Nombre d'actions gratuites attribuées ⁽⁴⁾	42 000	5 600	5 600	5 600	5 600	39 150	22 600	20 000	146 150
Nombre d'actions gratuites annulées	2 100	-	-	-	-	925	1 800	-	4 825
Nombre d'actions gratuites cédées	11 600	-	410	200	-	-	-	-	12 210
Actions acquises, disponibles ou en cours de conservation	28 300	5 600	5 190	5 400	5 600	-	-	-	50 090
Actions attribuées mais non encore acquises	-	-	-	-	-	38 225	20 800	20 000	79 025

Au cours du 1er semestre 2016, aucune action n'a été émise.

Attribution gratuite d'actions du 15 mars 2016

Faisant usage de la délégation consentie lors de l'assemblée générale du 12 novembre 2015, le conseil d'administration du 15 mars 2016 a décidé l'attribution gratuite de 20.000 actions « Plan AGA 2016 Dirigeants » au bénéfice d'Olivier Soula, directeur général délégué.

La nouvelle attribution intervenue sur le premier semestre 2016 présente les principales caractéristiques suivantes :

Plans d'AGA	Plan d'AGA 2016	
	Dirigeants	
Dates des conseils d'administration ayant décidé l'attribution	15/03/2016	15/03/2016
Nombre d'actions gratuites attribuées	8 000	12 000
Fin de période d'acquisition	2000 : mars 2017 2000 : mars 2018 2000 : mars 2019 2000 : mars 2020	mars 2018
Fin de période de conservation	2000 : mars 2018 2000 : mars 2019 2000 : mars 2020 2000 : mars 2021	mars 2018
Condition de présence	oui	oui
Conditions de performance	non	oui (*)

* conditions d'acquisition des droits : l'ensemble des 20.000 actions attribuées sont soumises à des conditions de présence. Les 12.000 actions sont, en sus, soumises à des conditions de performance non liées à des conditions de marché (telles que l'obtention d'un accord de licence, l'atteinte d'un plan de développement clinique).

Au 30 juin 2016, il reste 79.025 AGA attribuées mais non encore acquises.

ACTIONS GRATUITES - Date de décision de l'AGE Date d'attribution par le conseil d'administration	20/12/2007 23/01/2008				20/12/2007 06/06/2008				20/12/2007 15/12/2009			
	2	3	4	5	2	3	4	5	2	3	4	5
Nombre d'années de vesting	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Nombre total d'actions gratuites attribuées	10 500	10 500	10 500	10 500	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400
Valeur de l'action à la date d'octroi (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57
Juste valeur d'une action gratuite (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57
Valorisation initiale (milliers d'Euros)	90	90	90	90	12	12	12	12	12	12	12	12
Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2015												
Nombre d'actions gratuites attribuées												
Nombre d'actions gratuites annulées												
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement												
Nombre d'actions gratuites à émettre au 30/06/2016												
Charges comptables décembre 2015 (milliers d'Euros)												
Charges comptables juin 2016 (milliers d'Euros)												

ACTIONS GRATUITES - Date de décision de l'AGE Date d'attribution par le conseil d'administration	20/12/2007 05/03/2010				20/12/2007 07/12/2010				12/11/2015 16/12/2015		12/11/2015 16/12/2015	
	2	3	4	5	2	3	4	5	1	1	1	1
Nombre d'années de vesting	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Nombre total d'actions gratuites attribuées	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	5 000	5 000	5 000	5 000
Valeur de l'action à la date d'octroi (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	76,74	76,74	76,74	76,74
Juste valeur d'une action gratuite (Euros)	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	8,57	76,74	76,74	76,74	76,74
Valorisation initiale (milliers d'Euros)	12	12	12	12	12	12	12	12	384	384	384	384
Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2015									0	5 000	5 000	5 000
Nombre d'actions gratuites attribuées												
Nombre d'actions gratuites annulées												
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement												
Nombre d'actions gratuites à émettre au 30/06/2016									0	5 000	5 000	5 000
Charges comptables décembre 2015 (milliers d'Euros)		0				2			15	15	15	15
Charges comptables juin 2016 (milliers d'Euros)		0				0			191	191	191	191

ACTIONS GRATUITES - Date de décision de l'AGE	12/11/2015				12/11/2015	12/11/2015				12/11/2015	TOTAL	
Date d'attribution par le conseil d'administration	16/12/2015				10/12/2015	15/03/2016				15/03/2016		
Nombre d'années de vesting	1	2	3	4	2	1	2	3	4	2		
Condition de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Oui		
Nombre total d'actions gratuites attribuées	3 150	3 150	3 150	3 150	39 150	2 000	2 000	2 000	2 000	12 000	146 150	
Valeur de l'action à la date d'octroi (Euros)	76,74	76,74	76,74	76,74	70,80	62,27	62,27	62,27	62,27	62,27		
Juste valeur d'une action gratuite (Euros)	76,74	76,74	76,74	76,74	70,80	62,27	62,27	62,27	62,27	62,27		
Valorisation initiale (milliers d'Euros)	242	242	242	242	2 772	125	125	125	125	747	6 304	
Nombre d'actions gratuites à émettre au 31/12/2015	3 150	3 150	3 150	3 150	39 150						61 750	
Nombre d'actions gratuites attribuées		450	450	450	450	925	2 000	2 000	2 000	2 000	12 000	2 725
Nombre d'actions gratuites annulées												0
Nombre d'actions gratuites attribuées définitivement												
Nombre d'actions gratuites à émettre au 30/06/2016	2 700	2 700	2 700	2 700	38 225	2 000	2 000	2 000	2 000	12 000	79 025	
Charges comptables décembre 2015 (milliers d'Euros)		19			76						127	
Charges comptables juin 2016 (milliers d'Euros)		215			673	75				109	1 454	

4.7.4. Dividendes

Il n'y a eu aucune décision de distribution de dividendes sur le 1er semestre 2016.

4.7.5. Gestion de capital

La politique de la Société consiste à maintenir une base de capital solide, et favoriser la liquidité des transactions afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et de soutenir le développement futur de l'activité.

En 2014, la Société a signé un contrat de liquidité avec Kepler Capital Markets SA en lui allouant 15 026 titres Adocia et 0,3M€ en espèces.

Fin décembre 2015, 4 185 titres d'Adocia et près de 0,1 million d'euros en espèce figuraient au compte du contrat conclu entre la société et Kepler Capital Markets SA.

Au 30 juin 2016, 3 575 titres ont été comptabilisés en déduction des capitaux propres et 0,1 million d'euros d'espèces figuraient en actifs financiers court terme.

4.8. DETTES FINANCIERES

DETTES FINANCIERES <i>(en milliers d'euros)</i>	Courant	Non courant	Total	Dont concours bancaires
Avances remboursables	90	713	803	
Emprunts bancaires	320	4 926	5 245	
Autres dettes financières	75	137	211	0
Total dettes financières	485	5 775	6 260	0

Avances remboursables :

AVANCES REMBOURSABLES	En milliers d'euros	Coût historique	
Valeur au 31 décembre 2015	792	891	(A)
Octroi de l'exercice			
Remboursement de l'exercice	0		
Actualisation sur octroi de l'exercice			
Charges financières	11		
Valeur au 30 juin 2016	803	891	(B)
<i>Part à Long terme</i>	713		
<i>Part à court terme</i>	90		

Au 30 juin 2016, les avances remboursables comprennent les avances reçues de Bpifrance dans le cadre du projet insuline, ainsi qu'une avance reçue de la COFACE dans le cadre de la prospection sur de nouveaux marchés.

Ventilation en coût historique des avances :

(A) en milliers d'euros	31/12/2015	Inférieur à 1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Avance Insuline (2012)	800		800	
Avance Coface (2013)	91		91	
	891			

(B) en milliers d'euros	30/06/2016	Inférieur à 1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Avance Insuline (2012)	800	65	735	
Avance Coface (2013)	91		91	
	891			

Dans le cadre de son projet insuline, la Société a conclu un contrat avec Bpifrance en date du 25 avril 2012, en vertu duquel la Société a bénéficié d'une avance remboursable de 0,8 million d'euros pour le développement d'une formulation d'insuline humaine à action rapide, incluant, notamment, le lancement d'une étude clinique de phase IIa.

L'ensemble des conditions techniques et financières ayant été réalisées, la Société a reçu l'intégralité de cette aide remboursable le 30 avril 2012.

En cas de succès technique et/ou commercial, l'avance sera remboursable en totalité selon un échéancier défini.

En cas d'échec technique et/ou commercial, les termes du contrat prévoient un remboursement d'un montant forfaitaire de 0,3 million d'euros au titre de l'acquis technique, dont 0,1 million d'euros en 2017 et 0,2 million en 2018.

La juste valeur de cette nouvelle avance reçue a été déterminée sur la base d'un taux d'intérêt de 3% par an.

Dans le cadre de sa prospection sur de nouveaux marchés (Inde et Chine), la Société a conclu, moyennant le versement d'une prime de 2% du budget annuel, un contrat d'assurance Prospection avec la COFACE en date du 26 octobre 2012. Selon les termes du contrat, la Coface garantit le remboursement de 75% du montant des

dépenses engagées sur une période de garantie fixée à 4 ans et courant du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2016. La société s'est engagée à rembourser les sommes reçues de la Coface selon les conditions Générales fixées au contrat, et ce durant une période dite d'amortissement courant jusqu'au 30 septembre 2021.

Les sommes versées au titre du remboursement s'imputeront en priorité et à due concurrence sur le montant de l'avance accordée pour la première période garantie, puis sur les périodes suivantes, étant précisé que ces remboursements :

- sont limités dans le temps (remboursement de l'avance sur une période se terminant le 30 septembre 2021),
- seront au maximum du montant en principal de l'avance globale perçue.

Au titre des dépenses engagées sur la première période assurée, soit du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013, la Société a reçu la somme de 91 milliers d'euros le 17 décembre 2013.

Emprunts :

Dans le cadre du financement de l'acquisition et de la rénovation du bâtiment sis 115 avenue Lacassagne, la société a contracté en avril 2016 un emprunt bancaire d'un montant nominal de 5,5 millions d'euros, auprès de deux établissements bancaires.

Au 30 juin 2016, 5,2 millions d'euros ont été utilisés pour financer, d'une part l'acquisition de l'ensemble immobilier pour 5,1 millions d'euros, d'autre part des travaux de rénovation pour 0,1 million d'euros. Le solde de 0,3 million d'euros sera utilisé dans le cadre du financement des futurs travaux de rénovation et figure en engagements hors bilan.

Autres dettes financières :

Les autres dettes financières concernent des engagements de crédit-bail, pris à hauteur de 0,16 million d'euros entre 2013 et 2014, ainsi qu'un nouvel engagement de crédit-bail contracté au premier semestre 2016 à hauteur de 0,17 million d'euros. Ces engagements ont fait l'objet d'un remboursement sur la période à hauteur de 25 milliers d'euros.

4.9. PROVISIONS

PROVISIONS <i>(en milliers d'euros)</i>	Avantages au personnel	Autres provisions LT	Provisions pour risques et charges - part à moins d'un an	TOTAL
Valeur au 31 décembre 2015	1 095			1 095
Dotations	455			455
Reprise avec utilisation				
Reprises sans utilisation				
Valeur au 30 juin 2016	1 550			1 550

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été estimée sur la base des dispositions prévues par la convention collective applicable, à savoir la convention collective 176.

4.10. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Le poste « autres passifs non courants » intègre la partie long terme du solde restant à amortir du paiement initial (up-front payment) non remboursable reçu de Lilly à hauteur de 50 millions de dollars (40,7 millions d'euros). En norme IFRS, ce montant est comptabilisé en chiffre d'affaires de manière linéaire sur la durée anticipée du programme de développement clinique, tel qu'anticipé au moment de la signature du contrat.

Au 30 juin 2016, la partie non amortie (i.e. non reconnue en chiffre d'affaires) s'élève à 24,2 millions d'euros et figure en autres passifs courants (partie à moins d'1 an pour 10,7 millions d'euros) et autres passifs non courants (partie à plus d'1 an pour 13,4 millions d'euros).

4.11. FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS

Les passifs courants de la Société s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Comptes auxiliaires fournisseurs	3 095	2 303
Factures non parvenues	2 633	3 158
Fournisseurs	5 729	5 461
Clients créditeurs		
Dettes fiscales et sociales	3 240	3 950
Autres dettes	21	13
Produits constatés d'avance	11 847	10 848
Autres Passifs courants	15 108	14 811
TOTAL PASSIFS COURANTS EXPLOITATION	20 837	20 272

L'intégralité des dettes fournisseurs et des autres passifs courants a une échéance à moins d'un an.

Le poste « dettes fiscales et sociales » comprend les charges à payer sociales et fiscales.

4.12. RESULTAT OPERATIONNEL

COMPTE DE RESULTAT			
<i>(en milliers d'euros)</i>			
	Notes	30/06/2016	30/06/2015
Contrats de recherches et revenus de licences	4.13	11 934	12 709
Subventions, crédit d'impôt recherche et autres	4.14	3 961	3 965
Produits		15 895	16 674
Achats consommés		(755)	(663)
Charges de personnel	4.16	(8 440)	(4 172)
Charges externes	4.15	(10 423)	(6 832)
Impôts et taxes		(138)	(25)
Dotation aux amortissements & provisions	4.17	(307)	(166)
Autres produits et charges opérationnels courants		0	(0)
Charges opérationnelles		(20 063)	(11 858)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		(4 168)	4 815
Charges et produits opérationnels non courants			
RESULTAT OPERATIONNEL		(4 168)	4 815

Les charges opérationnelles consolidées du premier semestre 2016 s'élèvent à 20,1 millions d'euros comparé à 11,9 millions d'euros sur la même période l'an dernier, soit une augmentation de +70% (8,2 millions d'euros).

Les dépenses externes représentent le premier poste de dépenses avec près de 52% du total des charges opérationnelles. Elles s'élèvent à 10,4 millions d'euros en 2016 comparé à 6,8 millions sur la même période en 2015. L'accélération des développements cliniques et préclinique explique cette progression et traduit l'avancée de notre portefeuille.

Les charges de personnel représentent le deuxième poste significatif de dépenses avec 42% du total des charges opérationnelles.

L'augmentation de 4,2 millions d'euros à 8,4 millions d'euros reflète d'une part l'accroissement des effectifs et, d'autre part, la politique d'intéressement en actions mise en place au profit de l'ensemble du personnel en fin d'année dernière. En normes IFRS, les paiements fondés sur les actions sont comptabilisés à la juste valeur des instruments de capitaux attribués et représentent un montant de 2,1 millions d'euros au 30 juin 2016 (comparé à 0,3 millions d'euros au 30 juin 2015).

Retraitées de ces éléments sans impact sur les comptes sociaux ni sur la trésorerie de la Société, les charges de personnel s'élèvent à 6,3 millions d'euros (comparé à 3,9 millions d'euros sur le premier semestre 2015) reflétant principalement la croissance des effectifs de 33% entre les deux périodes.

Ces charges sont présentées par destination et par nature dans les tableaux suivants :

CHARGES PAR DESTINATION <i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	30/06/2015
Frais de recherche et développement	(16 356)	(9 543)
Frais administratifs et frais généraux	(3 707)	(2 315)
Charges opérationnelles	(20 063)	(11 858)

Sur les 6 premiers mois de l'année, **les frais de recherche et développement** représentent plus de 81% des charges opérationnelles (pour 80% sur le premier semestre 2015). Ils comprennent principalement les frais du personnel affecté à la recherche et développement, les coûts de sous-traitance (dont les études cliniques et précliniques) et les coûts de propriété intellectuelle.

L'augmentation des dépenses provient à hauteur de 3,8 millions d'euros du poste dépenses cliniques, reflétant le fort niveau d'activité de 2016, et à hauteur de 2,8 millions d'euros, du poste dépenses de personnel (y compris paiements en action), suite à l'accroissement des effectifs.

Les frais administratifs et généraux comprennent essentiellement les frais du personnel non affecté à la recherche et développement (y compris paiement en actions), ainsi que les coûts des prestations de service se rapportant à la gestion et au développement des affaires commerciales de la Société et de sa filiale aux Etats-Unis.

Les frais de recherche et développement se décomposent par nature de la façon suivante :

FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT <i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	30/06/2015
Achats consommés	(755)	(663)
Charges de personnel	(5 562)	(2 781)
Charges externes	(9 729)	(5 908)
Impôts et taxes	(110)	(25)
Dotations aux amortissements & provisions	(200)	(166)
Total frais de recherche et développement	(16 356)	(9 543)

4.13. CHIFFRE D'AFFAIRES

CHIFFRE D'AFFAIRES <i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	30/06/2015
Contrats de recherche	6 560	7 334
Revenus de licences	5 375	5 375
Autres		
Total	11 934	12 709

Le chiffre d'affaires d'un montant de 11,9 millions d'euros au 30 juin 2016 résulte essentiellement du contrat de collaboration et de licence signé avec Lilly fin 2014 et comprend :

- les revenus au titre du **contrat de recherche et collaboration** à hauteur de 6,6 millions d'euros, reflétant la prise en charge par Lilly de l'ensemble des dépenses internes et externes engagés par Adocia dans le cadre du développement du projet développé en partenariat. Ce montant, en légère baisse comparé à l'an dernier, traduit la forte activité menée dans le cadre du partenariat.
- **les revenus de licence** à hauteur de 5,4 millions d'euros correspondant à l'amortissement du paiement initial reçu lors de signature du contrat avec Eli Lilly en décembre 2014. En normes IFRS, ce montant de 40,8 millions d'euros (50 millions de dollars) est amorti linéairement sur la durée du développement prévue lors de la signature du contrat.

4.14. AUTRES REVENUS

AUTRES REVENUS (en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Financements de projets	0	1 050
Crédit impôt recherche	3 892	2 915
Autres	69	
Total	3 961	3 965

Les autres produits opérationnels sont constitués du Crédit d'Impôt Recherche qui s'élève 3,9 millions d'euros à fin juin 2016, comparé à 2,9 millions d'euros au premier semestre 2015. L'accroissement de plus de 30% est en ligne avec le montant des dépenses enregistrées sur ce semestre pour soutenir le développement des projets.

Par ailleurs, suite à son acquisition immobilière, la Société refacture désormais des loyers aux trois sociétés locataires du bâtiment. A fin juin 2016, ces produits s'élèvent à 0,1 million d'euros.

Enfin, l'an dernier, la Société avait obtenu de Bpifrance le constat de l'échec partiel sur le projet de reconstruction osseuse (ostéoporose) conduisant à la reconnaissance d'une subvention de 1,05 million d'euros dans les comptes à fin juin 2015 (le solde de 0,5 million d'euros ayant été remboursé au 30 septembre 2015).

4.15. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Les autres achats et charges externes sont composés principalement par les études in-vivo, les études cliniques, les loyers ainsi que toutes les charges de fonctionnement de la Société.

4.16. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel se répartissent de la manière suivante :

CHARGES DE PERSONNEL (en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Salaires et indemnités	4 538	2 840
Charges sociales	1 772	1 074
Paievements fondés sur des actions	2 130	259
Total Charges de personnel	8 440	4 172

EFFECTIFS	30/06/2016	30/06/2015
Techniciens	51	41
Cadres	68	52
Effectif total	119	93
Moyenne ETP	112,1	84,2

Au 30 juin 2016, la société comptait 42 chercheurs titulaires d'un doctorat.

Plus de 81% des effectifs sont directement affectés aux opérations de recherche et développement.

4.17. AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS

Les dotations nettes aux amortissements et aux provisions s'analysent de la façon suivante :

AMORTISSEMENT ET PERTE DE VALEUR (en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Dotations immobilisations corporelles	282	144
Dotations immobilisations incorporelles		
Dotations immobilisations crédit-bail	25	22
Amortissement et provisions sur Immobilisations	307	166
Provisions pour risques et charges (dotations)		
Provisions sur actif circulant (dotations)		
Reprises		
Dotations/Reprises aux Amortissements et Provisions	307	166

4.18. RESULTAT FINANCIER

RESULTAT FINANCIER (en milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	390	2 199
Intérêts calculés sur emprunts et avances conditionnées	(29)	(24)
Coût de l'endettement financier net	361	2 175
Pertes et Gains de change		
Autres produits et charges financières	(321)	(271)
Résultat financier	41	1 904

4.19. RESULTAT PAR ACTION

	30/06/2016	30/06/2015
Résultat net consolidé (en milliers d'euros)	(4 181)	6 719
Nombre moyens d'actions	6 846 398	6 531 170
Résultat net (perte) par action - en €	(0,6)	1,0
Résultat net (perte) par action - pleinement dilué- en €	(0,6)	1,0

Les instruments de capitaux propres en circulation ne sont pas intégrés dans le calcul du résultat par action car en raison des pertes de la société sur les exercices, ils sont considérés comme anti-dilutifs.

5. PARTIES LIEES ET REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

L'enveloppe des jetons de présence alloués aux membres indépendants du conseil d'administration a été approuvée par l'Assemblée Générale du 21 juin 2016 et porte sur un montant maximum de 90 milliers d'euros par an.

Pour le premier semestre 2016, le montant des jetons de présence s'élève à 32 milliers d'euros et concerne deux administrateurs.

Les rémunérations des organes d'administration et de surveillance s'analysent de la façon suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016	30/06/2015
Avantages court terme	886	786
Avantages postérieurs à l'emploi	10	3
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paielements fondés sur des actions	838	0
Total	1 734	789

Les paiements fondés sur des actions, comme les avantages postérieurs à l'emploi, correspondent à la charge relative aux services rendus par les parties liées au cours des premiers semestres 2016 et 2015.

6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Signature d'une promesse de vente avec SCI LACASSAGNE 2014 :

En date du 14 avril 2016, la Société a signé une promesse de vente avec la société dénommée SCI LACASSAGNE 2014 pour l'acquisition de places de stationnement, sur le site où sont situés ses locaux 115 avenue Lacassagne, 69003 Lyon. La promesse de vente porte 47 emplacements de parkings. Le prix d'acquisition de l'ensemble a été fixé à 0,3 million d'euros, hors TVA et hors frais d'enregistrements. La Société prévoit de financer cette acquisition par emprunt bancaire (condition suspensive de la promesse).

La signature de l'acte de vente devrait intervenir au cours du mois de juillet 2016.

Accord de financement par emprunt bancaire :

Au 30 juin 2016, la Société a obtenu l'accord d'établissements de crédit pour le financement de l'acquisition des 47 places de stationnement par emprunt bancaire, pour un montant de 0,3 million d'euros.

Emprunt bancaire obtenu, non encore utilisé :

Dans le cadre du financement de l'acquisition et de la rénovation du bâtiment acquis en 2016, la Société a obtenu un emprunt bancaire d'un montant nominal de 5,5 millions d'euros, pour financer l'acquisition et la rénovation du bien. Au 30 juin 2016, il reste un montant de 0,3 million d'euros non utilisé.

Garanties données aux établissements bancaires :

Dans le cadre du financement par emprunt de l'acquisition de l'ensemble immobilier acquis en avril 2016 pour 5,1 millions d'euros, la Société a conféré aux banques une garantie sur le bâtiment.

IV. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION
FINANCIERE

Adocia

Période du 1er janvier au 30 juin 2016

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

ODICEO
115, boulevard de Stalingrad
C.S.52038
69616 Villeurbanne Cedex
S.A. au capital de € 275.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Lyon

ERNST & YOUNG et Autres
Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Adocia

Période du 1er janvier au 30 juin 2016

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Adocia, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Villeurbanne et Lyon, le 21 juillet 2016

Les Commissaires aux Comptes

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

Sylvain Boccon-Gibod

Sylvain Lauria